

**Conférence d'Eric Toussaint sur la lutte contre les  
dettes publiques illégitimes et l'audit citoyen  
dans le contexte de la gouvernance économique de  
l'UE**

**Madrid, 2 décembre 2015**

**ETUI**

**Cours donné à la Confédération Européenne des  
Syndicats**

**CES**

# 1. La dette publique constitue un moyen de transfert

- La dette publique illégitime constitue un moyen de transfert de richesses produites par le peuple vers les créanciers qui sont en général de grandes banques privées, de grands fonds d'investissement privés, des fonds spéculatifs, des IFI's et dans certains cas des Etats.
- En effet, pour rembourser la dette les Etats détournent une grande partie des impôts qu'ils prélèvent en les utilisant pour rembourser la dette.
- Les créanciers sont soit du pays concernés soit étrangers.

## 2. La dette publique constitue un moyen de domination

- La dette publique constitue un moyen de domination, de subordination des Etats endettés.
- La dépendance à l'égard des créanciers permet à ceux-ci d'imposer leurs conditions aux pays endettés.
- Les programmes d'ajustement structurels ont pour fonction de favoriser les intérêts particuliers des économies dominantes, des grandes entreprises internationales et du 1% le plus riche du pays endetté. Les gouvernements qui les appliquent sont complices et tirent en général un profit personnel des politiques de privatisation et de libéralisation des marchés.

### **3. Remettre en cause le paiement des dettes illégitimes**

Il est légitime et vital de remettre en cause le remboursement des dettes illégitimes si on veut pouvoir appliquer une politique favorable à l'écrasante majorité de la population.

## 4. Quatre types de dettes publiques qui doivent être remises en cause

a) Dettes illégitimes

b) Dettes illégales

c) Dettes odieuses

d) Dettes insoutenables

## 5. L'audit des dettes peut être utilisé pour identifier les dettes à ne pas rembourser

4 types d'audit :

audit citoyen

audit réalisé à la demande du pouvoir exécutif

audit parlementaire

audit judiciaire

**6. La suspension de paiement est un moyen important pour changer le rapport de force en faveur du pays endetté**

## 7. Contrainte de la gouvernance dans le cadre de l'UE

- Les dirigeants européens prennent pour prétexte le niveau élevé atteint par la dette publique pour renforcer les politiques d'austérité.
- Plusieurs règlements et traités, notamment le TSCG renforcent la contrainte austéritaie exercée dans le cadre de l'UE. C'est le cas du TSCG qu'a condamné la CES.



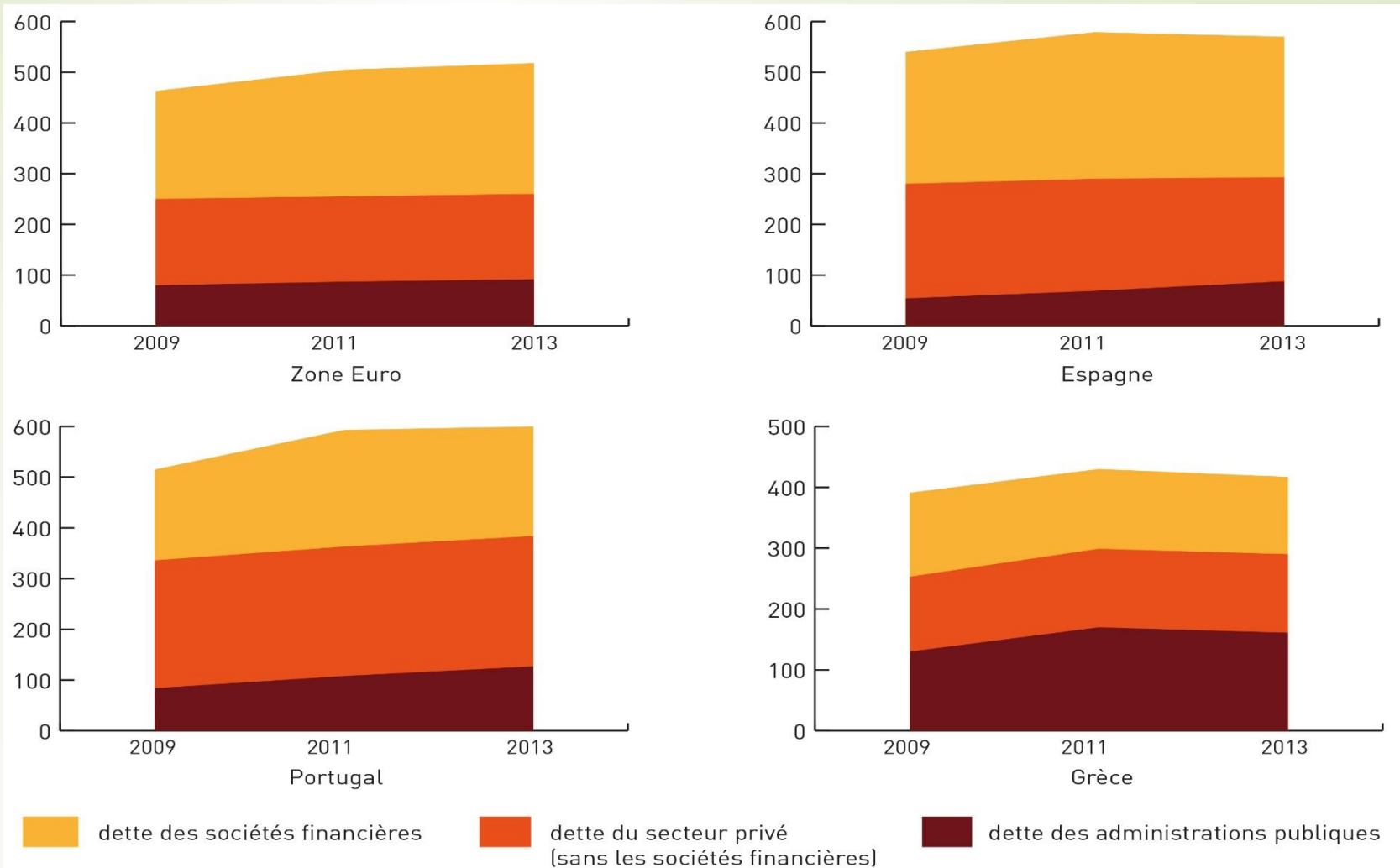
## 8. Quelles sont les causes de l'augmentation de la dette publique?

- Cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et au 1% le plus riche;
- La grande fraude et évasion fiscale;
- L'obligation d'emprunter aux banques privées et aux marchés financiers;
- La crise économique provoquée par les banques et prolongée par les politiques d'austérité;
- Le sauvetage bancaire et la socialisation des pertes des banques privées.

# Evolution de la dette publique et de la dette privée dans la zone euro de 2009 à 2013 en % du PIB

	2009	2011	2013
<b>Zone Euro</b>			
Dette des administrations publiques	80	87	92
Dette du secteur privé (sans les sociétés financières)	170	168	168
Dette des sociétés financières	213	250	258
<b>Espagne</b>			
Dette des administrations publiques	54	69	88
Dette du secteur privé (sans les sociétés financières)	226	221	205
Dette des ménages	86	83	81
Dette des sociétés non financières	140	138	124
Dette des sociétés financières	260	289	277
<b>Portugal</b>			
Dette des administrations publiques	84	108	127
Dette du secteur privé (sans les sociétés financières)	252	255	257
Dette des ménages	96	93	91
Dette des sociétés non financières	156	162	166
Dette des sociétés financières	179	230	216
<b>Grèce</b>			
Dette des administrations publiques	130	170	161
Dette du secteur privé (sans les sociétés financières)	123	129	129
Dette des ménages	53	63	64
Dette des sociétés non financières	70	66	65
Dette des sociétés financières	138	131	127

# Evolution de la dette publique et de la dette privée dans la zone euro de 2009 à 2013 en % du PIB



# 9. Quelques exemples d'explication concernant la hausse des dettes publiques

- La Grèce;
- L'Espagne;
- La Belgique

# 10. Le Règlement 472 de l'UE

- Le point 9 de l'article 7 prescrit aux États sous ajustement structurel de réaliser un audit complet de la dette publique afin d'expliquer pourquoi l'endettement a augmenté de manière exagérée et afin de déceler des irrégularités. Voici le texte complet : « Un État membre faisant l'objet d'un programme d'ajustement macroéconomique réalise un audit complet de ses finances publiques afin, notamment, d'évaluer les raisons qui ont entraîné l'accumulation de niveaux d'endettement excessifs ainsi que de déceler toute éventuelle irrégularité. »
- Règlement (UE) n ° 472/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L\\_.2013.140.01.0001.01.FRA](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2013.140.01.0001.01.FRA)

## 11. L'expérience grecque

- En 2011 a démarré une expérience d'audit citoyen.
- En 2015, la nouvelle présidente du parlement grec a mis en place une commission d'audit pour établir la vérité sur la dette grecque et m'a confié la coordination scientifique de cette commission.
- Les travaux ont débuté en avril 2015 et la commission a reçu le soutien officiel du gouvernement et du président de la république. La commission a remis ses conclusions préliminaires en juin 2015 après 2 mois et demi de travaux.
- Cette commission a conclu que la dette réclamée à la Grèce était illégitime, illégale, odieuse et insoutenable. Pourquoi ?
- La commission ont reçu un grand soutien de la population : le rôle de la chaîne parlementaire de télévision.

## **12. Le gouvernement grec finalement n'a pas suivi les recommandations de la commission et a capitulé en juillet 2015**

Pourquoi?

Il n'avait qu'un seul plan : négocier la réduction des politiques d'austérité sans remettre en cause le remboursement de la dette alors que cela faisait partie du programme de Syriza en 2012.

## 13. La capitulation était évitable

Bien sûr les premiers responsables de la capitulation sont les créanciers c'ad les autres gouvernements de la zone euro, la Commission européenne, la Banque centrale européenne, le FMI.

Le 20 février 2015, au lieu de signer un premier accord néfaste, il aurait fallu prendre 5 mesures prioritaires

- Abroger les mesures les plus antipopulaires ;
- Suspendre le paiement de la dette et commencer l'audit de celle-ci
- Socialiser les banques ;
- Créer une monnaie complémentaire ;
- Prendre des mesures fiscales très fortes pour augmenter les revenus de l'Etat en faisant payer ceux qui profitent de la crise et qui en sont largement responsables.
- Il fallait lier cela à une mobilisation populaire.



- Plus d'infos sur [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)